La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2008 : Excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars a été dégagé en février 2008, comparativement à un excédent de 4,7 milliards en février 2007. Les revenus budgétaires ont baissé de 0,1 milliard (0,5 %) en raison d'une diminution des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de taxe sur les produits et services (TPS) et de cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 1,7 milliard (11,0 %), sous l'effet d'une hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard.

D'avril 2007 à février 2008 : Excédent budgétaire de 10,4 milliards de dollars, compte tenu du coût des mesures

L'excédent budgétaire estimatif pour les 11 premiers mois de l'exercice 2007-2008 s'établit à 12,9 milliards de dollars, soit 2,4 milliards de moins que l'excédent de 15,3 milliards enregistré pour la même période de 2006-2007. Les revenus budgétaires ont progressé de 9,6 milliards (4,5 %), en raison de la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les résultats cumulatifs tiennent compte de l'effet des mesures d'allégement fiscal qui ont été annoncées dans l'*Énoncé économique* d'octobre 2007. Il s'agit de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS à compter du 1er janvier 2008 et de deux mesures rétroactives au 1er janvier 2007, soit la réduction du taux inférieur d'imposition du revenu des particuliers, qui est passé de 15,5 % à 15 %, ainsi que la hausse du montant personnel de base, qui a été porté à 9 600 $. Les charges de programmes ont augmenté de 12,5 milliards de dollars (7,6 %) en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,5 milliard de dollars, sous l'effet de la réduction de la dette contractée sur les marchés.

Les résultats mensuels jusqu'en février ne tiennent pas compte des mesures totalisant 2,5 milliards de dollars en 2007-2008 qui ont été annoncées plus tôt cette année, notamment la Fiducie pour le développement des collectivités, la Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008) et le Fonds de recrutement de policiers. Le coût de ces mesures sera pris en compte en mars et dans la période complémentaire de fin d'exercice. Si ce coût était déduit de l'excédent cumulatif de 12,9 milliards de dollars, l'excédent s'établirait à 10,4 milliards.

Excédent budgétaire d'avril 2007 à février 2008, compte tenu du coût des mesures

	(G$)
Excédent budgétaire d'avril à février	12,9
Moins : Initiatives annoncées en 2007-2008 qui n'ont pas encore été prises en compte dans *La revue financière*	
Fiducie pour le développement des collectivités	1,0
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008)	0,5
Fonds de recrutement de policiers	0,4
Piégeage du carbone	0,3
Santé mentale et logement	0,1
Génome Canada	0,1
Autres	0,1
	2,5
Excédent budgétaire d'avril 2007 à février 2008, compte tenu du coût des mesures	10,4

Février 2008

Un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars a été dégagé en février 2008, comparativement à un excédent de 4,7 milliards en février 2007.

Les revenus budgétaires ont fléchi de 0,1 milliard de dollars (0,5 %) pour s'établir à 22,8 milliards.

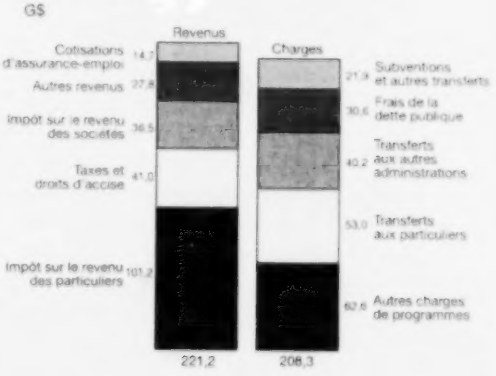
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (8,7 %), la croissance vigoureuse des salaires et de l'emploi ayant plus que compensé les allégements fiscaux annoncés dans l'*Énoncé économique* d'octobre 2007.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,9 milliard de dollars (13,4 %), les règlements en fin d'exercice ayant été inférieurs à ceux enregistrés l'an dernier. Comme il était signalé ces derniers mois dans *La revue financière*, ce recul est conforme aux attentes et tient essentiellement au fait que beaucoup de sociétés ont versé en moyenne des montants inférieurs à leur impôt à payer pendant la première partie du dernier exercice, puis ont effectué des règlements substantiels au cours des deux derniers mois de l'exercice, surtout en février 2007.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – sont demeurés essentiellement les mêmes, affichant une hausse de 1 million de dollars (0,2 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont diminué de 0,4 milliard de dollars (11,9 %), en bonne partie à cause d'une baisse des rentrées au titre de la TPS. La baisse de 0,4 milliard (19,1 %) de ces rentrées traduit l'impact de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS, qui est passé à 5 % le 1er janvier 2008. Les rentrées au titre des droits de douane à l'importation ont baissé de 40 millions, celles des taxes de vente et d'accise ont progressé de 59 millions, tandis que celles du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont crû de 5 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont baissé de 9,4 % en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,80 $ à 1,73 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2008, et d'un rajustement ponctuel qui a abaissé les cotisations perçues en février 2008 par rapport à celles de février 2007.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont bondi de 0,6 milliard de dollars (33,5 %).

En février 2008, les charges de programmes se sont élevées à 17,2 milliards de dollars, en hausse de 1,7 milliard (11,0 %) par rapport à février 2007, sous l'effet de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

Les paiements de transfert ont progressé de 1,0 milliard de dollars (9,7 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,7 %. Les prestations aux aînés ont crû de 4,2 % alors que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 5,2 %. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), sont demeurées stables.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (10,3 %) sous l'effet des mesures annoncées dans le budget de 2007.

Revenus et charges
(d'avril 2007 à février 2008)



- Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,6 milliard de dollars (33,7 %), ce qui est en partie attribuable à la hausse de 259 millions liée à la prorogation du Programme pour l'autonomie des anciens combattants annoncée dans le budget de 2008.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Elles ont grimpé de 0,7 milliard de dollars (13,6 %).

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard (2,5 %).

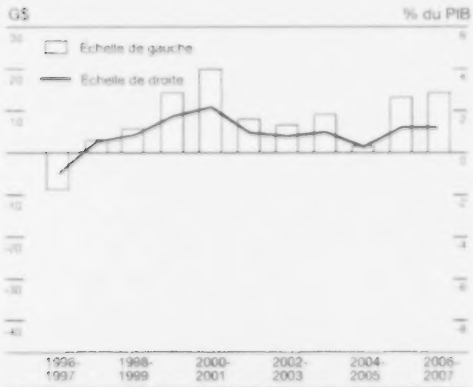
D'avril 2007 à février 2008

L'excédent budgétaire pour les 11 premiers mois de l'exercice 2007-2008 s'établit à 12,9 milliards de dollars, soit 2,4 milliards de moins que l'excédent de 15,3 milliards enregistré pour la même période de l'exercice précédent.

Les revenus budgétaires ont progressé de 9,6 milliards de dollars (4,5 %) pour atteindre 221,2 milliards.

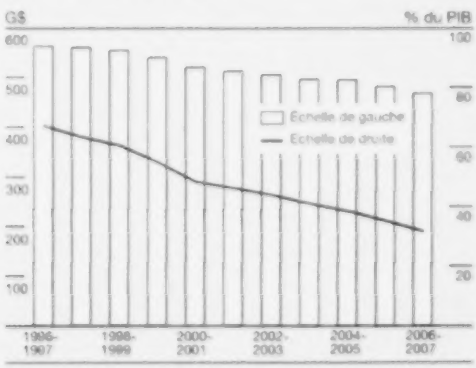
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (0,9 %), ce qui traduit l'impact des allégements fiscaux totalisant 3,3 milliards annoncés dans l'*Énoncé économique* d'octobre 2007.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,7 milliards de dollars (14,6 %).
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,2 milliard de dollars (3,0 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont reculé de 0,1 milliard de dollars (0,1 %). Les revenus de TPS ont diminué de 0,1 milliard (0,3 %). Les rentrées au titre des droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,2 milliard, celles des taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,2 milliard, tandis que celles du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont crû de 30 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,2 %) en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé à 1,80 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2007, puis à 1,73 $ le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus ont grimpé de 4,3 milliards de dollars (23,3 %), grâce au gain réalisé dans le cadre de la vente de sept immeubles à bureaux fédéraux en 2007. Cette augmentation est aussi attribuable à la hausse des rentrées des comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique, sous l'effet de la forte progression de la production extracôtière et des cours du pétrole en 2007-2008. Ces sommes étant transférées à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, elles n'ont aucun effet net sur le solde budgétaire.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

D'avril 2007 à février 2008, les charges de programmes se sont élevées à 177,7 milliards de dollars, en hausse de 12,5 milliards (7,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent, sous l'effet de l'augmentation des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

Les paiements de transfert ont progressé de 8,1 milliards de dollars (7,6 %).

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (3,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,5 % et les prestations d'assurance-emploi, de 0,7 %. Les prestations pour enfants ont crû de 0,6 milliard en raison des transferts dans le cadre de la PUGE, qui ont commencé en juillet 2006, soit après le début de l'exercice 2006-2007.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (8,8 %) en raison des hausses prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé et des augmentations du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et du Programme de péréquation annoncées dans le budget de 2007, dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour rétablir l'équilibre fiscal au Canada.
- Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 2,9 milliards de dollars (15,3 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse des paiements liés à l'investissement sans précédent dans l'infrastructure annoncé dans le budget de 2007 et des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (7,5 %).

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,5 milliard de dollars (1,5 %) en raison principalement d'une diminution de la dette non échue.

Ressources financières de 15,7 milliards de dollars d'avril 2007 à février 2008

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un excédent budgétaire de 12,9 milliards de dollars et des ressources de 2,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période comprise entre avril 2007 et février 2008 s'est soldée par des ressources financières nettes de 15,7 milliards de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 8,4 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 31,9 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 15,7 milliards de dollars ainsi qu'à une réduction de 16,2 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 31,9 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de février 2008. Cette réduction a surtout touché les bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre. Les modifications de la *Loi sur la gestion des finances publiques* apportées en 2007 concernant le pouvoir d'emprunt du gouvernement, qui procurent une plus grande marge de manœuvre pour combler les besoins financiers et permettent d'utiliser plus souvent des instruments d'emprunt à court terme, faciliteront le portage de soldes de trésorerie moins élevés en fin d'exercice. Les soldes de trésorerie à la fin de février 2008 se chiffraient à 5,0 milliards de dollars, soit 3,9 milliards de moins que leur niveau à la fin de février 2007.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Février		Avril à février	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	22 911	22 792	211 535	221 155
Charges				
Charges de programmes	-15 502	-17 213	-165 213	-177 703
Frais de la dette publique	-2 718	-2 649	-31 030	-30 561
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 691	2 930	15 292	12 891
Opérations non budgétaires	-2 630	-2 167	-6 884	2 818
Ressources ou besoins financiers	2 061	763	8 408	15 709
Variation nette dans les activités de financement	3 280	220	-17 445	-31 909
Variation nette dans l'encaisse	5 341	983	-9 037	-16 200
Encaisse à la fin de la période			8 920	5 003

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Février			Avril à février		
	2007	2008	Variation	2006-2007	2007-2008	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 742	9 504	8,7	100 243	101 186	0,9
Impôt sur le revenu des sociétés	6 466	5 597	-13,4	31 827	36 479	14,6
Autres impôts sur le revenu	461	462	0,2	5 142	5 295	3,0
Total des impôts sur le revenu	15 669	15 563	-0,7	137 212	142 960	4,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 134	1 727	-19,1	28 185	28 110	-0,3
Droits de douane à l'importation	353	313	-11,3	3 310	3 542	7,0
Taxes de vente et d'accise	707	766	8,3	9 212	8 964	-2,7
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	31	36	16,1	326	356	9,2
Total des taxes et droits d'accise	3 225	2 842	-11,9	41 033	40 972	-0,1
Total des revenus fiscaux	18 894	18 405	-2,6	178 245	183 932	3,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 273	2 059	-9,4	15 007	14 681	-2,2
Autres revenus	1 744	2 328	33,5	18 283	22 542	23,3
Total des revenus budgétaires	22 911	22 792	-0,5	211 535	221 155	4,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Février			Avril à février		
	2007	2008	Variation	2006-2007	2007-2008	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 591	2 700	4,2	27 926	29 179	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 421	1 347	-5,2	12 809	12 896	0,7
Prestations pour enfants	962	960	-0,2	10 265	10 912	6,3
Total	4 974	5 007	0,7	51 000	52 987	3,9
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 679	1 799	7,1	18 462	19 668	6,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	709	831	17,2	7 792	9 011	15,6
Total	2 388	2 630	10,1	26 254	28 679	9,2
Transferts fiscaux	1 126	1 267	12,5	12 217	13 565	11,0
Villes et collectivités du Canada	31	12	-61,3	579	748	29,2
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	650	0	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-226	-248	9,7	-2 734	-2 778	1,6
Total	3 319	3 661	10,3	36 966	40 214	8,8
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	159	226	42,1	2 416	2 148	-11,1
Affaires étrangères et Commerce international	289	430	48,8	2 699	2 512	-6,9
Santé	131	135	3,1	1 734	1 845	6,4
Ressources humaines et Développement social	126	134	6,3	1 509	1 638	8,5
Affaires indiennes et du Nord	317	342	7,9	4 246	4 402	3,7
Industrie	194	165	-14,9	1 859	1 755	-5,6
Autres	552	932	68,8	4 540	7 601	67,4
Total	1 768	2 364	33,7	19 003	21 901	15,3
Total des paiements de transfert	10 061	11 032	9,7	106 969	115 102	7,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	72	59	-18,1	1 114	1 045	-6,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	177	165	-6,8	1 892	1 849	-2,3
Autres	223	304	36,3	3 095	3 573	15,4
Total	472	528	11,9	6 101	6 467	6,0
Défense	1 345	1 614	20,0	14 394	16 062	11,6
Tous les autres ministères et organismes	3 624	4 039	11,5	37 749	40 070	6,1
Total des autres charges de programmes	5 441	6 181	13,6	58 244	62 599	7,5
Total des charges de programmes	15 502	17 213	11,0	165 213	177 703	7,6
Frais de la dette publique	2 718	2 649	-2,5	31 030	30 561	-1,5
Total des charges budgétaires	18 220	19 862	9,0	196 243	208 264	6,1

Nota Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février		Avril à février	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
	(M$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 691	2 930	15 292	12 891
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-447	-226	-2 196	-2 054
Autres activités d'investissement	-2	-1 499	-976	-4 578
Comptes de pension et autres comptes	612	1 510	4 308	5 545
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-3 100	-1 742	-10 509	-1 393
Opérations de change	-22	-430	-304	3 190
Amortissement des immobilisations corporelles	329	220	2 793	2 108
Total des autres activités	-2 793	-1 952	-8 020	3 905
Total des opérations non budgétaires	-2 630	-2 167	-6 884	2 818
Ressources ou besoins financiers nets	2 061	763	8 408	15 709

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février		Avril à février	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
	(M$)			
Ressources ou besoins financiers nets	2 061	763	8 408	15 709
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 253	3 942	-4 221	-3 348
Bons du Trésor	5 000	-3 400	-7 600	-23 200
Obligations d'épargne du Canada	-132	-113	-2 083	-2 070
Autres	-13	0	-1 173	-699
Total	3 602	429	-15 077	-29 317
Emprunts en devises	-287	31	-3 718	-844
Total	3 315	460	-18 795	-30 161
Réévaluation de swaps de devises	43	-257	1 474	-2 490
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-75	3	-46	319
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-3	14	-78	423
Variation nette dans les activités de financement	3 280	220	-17 445	-31 909
Variation dans l'encaisse	5 341	983	-9 037	-16 200

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2007	29 février 2008	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	106 511	106 955	444
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	257 482	254 134	-3 348
Bons du Trésor	134 074	110 874	-23 200
Obligations d'épargne du Canada	15 175	13 105	-2 070
Autres	1 743	1 044	-699
Total partiel	408 474	379 157	-29 317
Payable en devises	10 372	9 528	-844
Compte de réévaluation de swaps de devises	-1 091	-3 581	-2 490
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 659	-6 340	319
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3 096	3 519	423
Total de la dette non échue	414 192	382 283	-31 909
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	134 726	137 315	2 589
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	45 123	47 543	2 420
Autres comptes de pension et autres comptes	5 211	5 747	536
Total des comptes de pension et autres comptes	185 060	190 605	5 545
Total de la dette portant intérêt	599 252	572 888	-26 364
Total du passif	705 763	679 843	-25 920
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	92 586	78 222	-14 364
Comptes d'opérations de change	44 178	40 988	-3 190
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	45 094	49 672	4 578
Total des actifs financiers	181 858	168 883	-12 975
Dette nette	523 905	510 961	-12 945
Actifs non financiers	56 637	56 583	-54
Dette fédérale (déficit accumulé)	467 268	454 378	-12 891

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2008